



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Commune de MONTDIDIER

--:--

Installations classées
pour la protection de l'environnement

--:--

CONSULTATION PUBLIQUE

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2017, il sera procédé du 16 octobre 2017 au 13 novembre 2017 inclus, soit pendant 29 jours consécutifs, à une consultation publique sur la demande présentée par la Communauté de communes du Grand Roye, en vue de procéder à la réhabilitation et à l'extension de la déchetterie, soumise au régime de l'enregistrement, sur le territoire de la commune de MONTDIDIER, parcelle cadastrale OZ n° 104 - section UI.

Les informations relatives à cette procédure peuvent être demandées auprès du Préfet de la Somme (Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale – Bureau de l'Administration Générale et de l'Utilité Publique).

L'ouverture de la consultation publique sera annoncée dans la commune de MONTDIDIER et dans celles incluses dans son rayon d'affichage ainsi que celles concernées par les risques et inconvénients dont ce projet pourrait être la source, à savoir : ETELFAY et FAVEROLLES, ainsi que sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/>

Pendant cette période, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés au secrétariat de la mairie de MONTDIDIER afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être adressées par écrit à la préfecture de la Somme (Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale – Bureau de l'Administration Générale et de l'Utilité Publique) ou, le cas échéant, par voie électronique (pref-environnement@somme.gouv.fr), avant la fin du délai de consultation du public.

Le registre sera clos par le maire de la commune de MONTDIDIER, à l'expiration de la consultation.

La décision d'accorder ou non cette autorisation d'exploiter sera prise par le Préfet de la Somme sous la forme d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L.512-7 du code de l'environnement, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Amiens, le 21 septembre 2017

Pour le Préfet et par délégation,
l'attachée, cheffe de bureau,

Brigitte LEGRAND